

Services d'intérêt général

La communication sur les services d'intérêt général, promise par le président Barroso aux députés européens lors du débat en seconde lecture sur le Livre blanc sur les SIG (voir bulletin 203) a été une nouvelle fois reportée. Elle n'apparaît sur l'agenda du Collège des commissaires que le 21 mars prochain.

Services sociaux de santé

Lors d'une conférence à Bruxelles, le 26 janvier dernier, trois ministres de la santé, belge, français et luxembourgeois, préoccupés par l'évolution de la jurisprudence européenne, ont réaffirmé l'urgence d'une initiative législative sur les services sociaux de santé pour faire face au risque que les systèmes nationaux de santé soient contestés par les règles du marché intérieur ou de la concurrence. Des plaintes sont déjà en cours d'instruction et les trois ministres ont demandé à la Commission européenne un "moratoire" des contentieux.

Energie

Le 31 janvier dernier, l'UCTE (Union pour la coordination des transmissions électriques) a présenté son rapport sur la panne électrique géante du 4 novembre 2006 qui a touchée plus de 10 millions de personnes dans six pays de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas).

Le rapport impute la panne au gestionnaire de réseau E.ON qui a commis deux erreurs : "il n'a pas appliqué la procédure de sécurité et ne possédait même pas les outils techniques pour vérifier que le réseau était exploité en toute sécurité" et il n'a pas informé les autres gestionnaires de réseau de ses activités (mise hors service d'une ligne de 400kV). Le rapport souligne également que : l'alimentation du réseau en énergie éolienne à un moment où le vent soufflait très fort a aussi contribué à déstabiliser le réseau ; que l'infrastructure conçue il y a plus de trente ans comme outil d'assistance mutuelle n'est plus adaptée aux échanges transfrontaliers qui se sont multipliés avec la libéralisation des marchés de l'électricité, ni à l'arrivée de l'électricité éolienne beaucoup plus volatile. A cette complexité nouvelle s'ajoutent les différences d'obligation auxquelles sont soumis les gestionnaires de réseaux de transport d'électricité GRT.

Le commissaire en charge de l'énergie, Andris Piebalgs, a rappelé à cette occasion que la Commission, dans le paquet législatif sur l'énergie et le changement climatique présenté le 10 janvier 2007, a proposé : de mettre en place des normes contraignantes pour la sécurité des réseaux ; d'assurer une meilleure coordination des GRT tout en évoluant vers une gestion à l'échelle régionale ; d'accroître les investissements pour la modernisation des réseaux européens, qui permettrait de pouvoir mieux intégrer l'énergie éolienne, parallèlement à la nécessaire séparation des activités de production et de distribution.

Le rapport du Groupement des régulateurs européens de l'électricité et du gaz (ERREG) est attendu prochainement.

.../...

Services of general interest

The communication on services of general interest, promised by president Barroso to the European Parliament deputies during the second reading debate of the White Paper on SGI (see bulletin 203), has once again been deferred. It is now slated for the 21st March 2007 on the college of Commissioners' agenda.

Health Social Services

During a conference in Brussels, on 26th January 2007, three health Ministers, from Belgium, France and Luxemburg, concerned by the evolution of European case law, stressed the urgency for a legislative initiative on health social services in order to withstand the risk of having national health systems challenged by the internal market rules or by competition. Some proceedings are already being processed and, the three ministers have asked the European Commission to put up a "moratorium" for the litigations.

Energy

On January 31 2007, the UCTE (Union for the Co-ordination of Transmission of Electricity) presented its report on the giant electricity blackout of 4th November 2006 which affected more than 10 million people in six European Union countries (Germany, Belgium, Spain, France, Italy, the Netherlands).

The report blames the network operator E.ON for the breakdown, for committing two errors: "it did not apply security procedures and did not even have the full technical tools to ensure that the network operated within security limits" and, did not inform other network operators about its actions (switching off a 400kV power line). The report also stresses that: power flow into the network from wind powered generators, at a time of very strong winds, did contribute to the destabilisation of the network; that the infrastructure built over thirty years ago as a tool for mutual assistance, is no longer adapted to the current cross-border exchanges which have multiplied with the liberalisation of electricity markets, nor to the arrival of wind generated electricity which is much more volatile. In addition to this new complexity there are differences in obligations to which electricity transmission system operators TSO are subjected.

The Commissioner responsible for energy, Andris Piebalgs, recalled, at this occasion, that the Commission, in the legislative package on energy and the climatic change presented on 10th January 2007, proposed: setting up binding standards for network security; in order to ensure a better coordination among the TSOs whilst evolving towards a management at a regional level; raising investments for the modernisation of the European networks, which would make it possible to better integrate wind power, along with the necessary separation of the activities of production and distribution.

The report of the European Regulators' Group for electricity and gas (ERREG) is to be published soon.

.../...

Transports

◆ Livre vert sur les transports urbains

Le 31 janvier dernier, la Commission européenne a lancé les débats préalables au Livre vert sur les transports urbains annoncé lors de l'évaluation à mi-parcours du Livre blanc sur les transports (voir bulletin 200). Le Livre vert est prévu pour l'automne prochain. Plusieurs séminaires et une conférence finale sont prévus et une consultation par internet va être ouverte prochainement.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/118&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

◆ Aéroports

Le 24 janvier dernier, la Commission européenne a présenté un "paquet de trois documents visant à améliorer la qualité des aéroports européens et de leurs services. Ce paquet comporte ◆ une communication sur les capacités des aéroports accompagnée d'un plan d'action pour renforcer leur sécurité et leur efficacité : le plan d'action prévoit la mise en place d'un "observatoire" de la capacité composé d'experts de la Commission, des Etats membres et du secteur pour résoudre les problèmes de congestion ; géré par Eurocontrol, il deviendrait un outil de d'harmonisation et d'uniformisation ◆ une proposition de directive concernant les redevances aéroportuaires visant à mettre en place des principes communs d'imposition des charges aéroportuaires dans l'Union ◆ un rapport sur l'application de la directive de 1996 sur l'assistance en escale qui prévoyait que certains services seraient accessibles à tous les opérateurs et ceux qui seraient libéralisés progressivement (transfert de bagages, ravitaillement en carburant, etc.). Le rapport pourrait, éventuellement servir de base à des modifications de la directive.

http://ec.europa.eu/transport/air_portal/airports/index_en.htm

Services postaux

Suite à la proposition du 18 octobre 2006 de la Commission européenne de libéraliser totalement les services postaux en 2009, à la demande de neuf opérateurs postaux "historiques", le cabinet de consultant britannique indépendant Oxera a étudié la question du financement du service universel postal en environnement libéralisé.

Cette étude révèle la grande difficulté de mise en œuvre d'un mécanisme qui assure la pérennité du service universel, et réponde simultanément à des exigences telles que l'efficacité économique ou l'équité concurrentielle. L'ensemble des mécanismes en place dans le secteur postal ainsi que dans d'autres secteurs d'activité ont été étudiés. Six modèles de financement du service postal universel ont été étudiés (quatre dans la proposition de la Commission, voir bulletin 204), sans écarter l'hypothèse du maintien du secteur réservé si celui-ci constitue l'outil de financement du service universel le plus efficace. Le bon fonctionnement de certains mécanismes de libéralisation des télécommunications ou de l'énergie n'implique pas qu'ils soient efficaces pour les services postaux.

Face à la grande complexité du sujet, eu égard aux caractéristiques du secteur postal et à la diversité des situations nationales, cette étude invite à mesurer les risques qui pourraient peser sur le secteur si le financement du service universel n'était pas assuré, et de proposer des modalités réellement appropriées, sécurisées et pragmatiques de financement.

Transport

◆ The Green Paper on urban transports

On 31st January 2007, the European Commission launched preliminary debates to the Green Paper on urban transports announced during the mid-term assessment of the White Paper on transports (see bulletin 200). The Green Paper is expected to be published in autumn this year. A number of seminars and a final conference are scheduled and, a consultation through the Internet will soon be launched.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/118&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

◆ Airports

On 24th January 2007, the European Commission presented a "three-document package aimed to improve the quality of European airports and their services. This package comprises ◆ a communication on airports capacity accompanied by an action plan aimed to reinforce airport safety and airport efficiency: the action plan envisages the setting up of a capacity "observatory" composed of experts from the Commission, Member States and from the sector itself to address problems of congestion; placed under the management of Eurocontrol, it would become a tool for harmonisation and standardisation ◆ a Directive proposal for airport service charges aiming at setting up common principles of imposition of the airport charges throughout the Union ◆ a report on the implementation of the 1996 directive on stopover assistance which provided for certain services that would be accessible to all the operators and those services which would gradually be liberalised (luggage transfers, refuelling, etc). The report could, possibly, be used as a basis for the amendments to the directive.

http://ec.europa.eu/transport/air_portal/airports/index_en.htm

Postal services

Following the proposal of 18th October 2006 by European Commission to completely liberalise the postal service in 2009, the British independent consultancy group, Oxera, carried out a study, at the request of nine "historical" postal operators, on the issue of financing the universal postal service in the liberalised environment.

This study reveals the great difficulty of setting up a mechanism that would ensure the perennality of the universal service and, at the same time, meet such requirements as the economic efficiency or competition equity. All mechanisms currently operating in the postal sector as well as in other sectors were studied. Six models of financing the universal postal service were studied (four in the Commission's proposal, see bulletin 204), without excluding the assumption of maintaining the reserved sector where such a sector constitutes the most effective financing tool of the universal service. The successful operation of some liberalisation mechanisms in telecommunications or in energy sectors does not imply that they could be efficient in the postal services.

In the light of the great complexity of the issue, as regards the specificities of the postal sector and the diversity of national situations, this study calls for the assessment of the risks which could affect the sector if the financing of the universal service were not ensured and, to propose effectively suitable, assuredly secure and pragmatic methods of financing.